

*Encouragement des spécialistes TI (IT)*

## Comment Credit Suisse s'engage à promouvoir les spécialistes TI

Aucun aspect de la vie moderne n'est encore concevable sans les technologies de l'information (TI). Avec une participation de 5 pour cent, ou 25 milliards de francs, la branche professionnelle des TIC contribue plus que la moyenne à la création de richesse en Suisse. La poursuite du développement et de la capacité concurrentielle en termes d'innovation et de technologie de notre pays est pourtant menacée, car, en l'absence de mesures efficaces, jusqu'à 32 000 spécialistes TI manqueront d'ici à 2017. **Karl Landert**



Photo: m. a. d. / Credit Suisse

*Des adolescents participent aux «i-days» lors de l'ouverture de l'exposition permanente «i-factory» au Musée Suisse des Transports à Lucerne.*

L'apport des quelque 170 000 travailleurs des TIC à la création de richesse globale en Suisse – partant leur importance économique – est souvent sous-estimée. C'est dû au fait que deux collaborateurs sur trois ne sont pas directement employés dans le secteur lui-même, mais, par exemple, dans la finance, le conseil aux entreprises, les compagnies de transport, l'administration et bien d'autres domaines encore. Il en est ainsi du Credit Suisse, connu d'abord comme prestataire de services financiers, avant de l'être comme l'une

des plus grandes entreprises de Suisse, notamment en matière de technologie: plus de 17 000 employés du CS dans le monde et plus de 6 000 en Suisse travaillent dans les TI. La technologie de l'information est un facteur essentiel du succès à long terme d'une banque. On pourrait même dire: sans TI, pas de banque! Une TI performante et concurrentielle est la base même d'un secteur bancaire moderne. Il nous est toutefois de plus en plus difficile de trouver les spécialistes nécessaires en Suisse. Actuellement, le Credit Suisse a mis 100

postes au concours dans cette branche en Suisse et plus de 300 ailleurs dans le monde.

### **Pallier ce manque de spécialistes TI**

Il apparaît clairement que le développement en matière de TIC nécessite diverses approches pour une solution durable – non seulement pour le Credit Suisse ou la place financière helvétique, mais surtout pour le dynamisme du marché du travail dans ce domaine et de l'économie du pays. Un élément

parmi d'autres est la promotion de la relève. La Suisse, pauvre en matières premières, contrainte de produire et de transformer le savoir, s'appuie traditionnellement et avec beaucoup de succès sur une formation professionnelle de haut niveau. Un autre aspect est l'encouragement ciblé à l'égard des sociétés innovatrices en Suisse. Tous deux sont d'importants facteurs de réussite de notre économie.

### **Créer 3000 nouveaux postes d'apprentissage**

En plus de la formation TI du Credit Suisse, pour laquelle l'établissement veut pour le moins doubler et le nombre de postes d'apprentissage et les programmes d'entrée pour les diplômés des hautes écoles, le Credit Suisse soutient l'association faitière «ICT switzerland» dans ses efforts à l'appui d'une formation professionnelle durable et complète, grâce la fondation «Formation professionnelle TIC Suisse», une fondation que la banque cofinance. Dans les prochaines années, la fondation participera à hauteur de 10 millions de francs à des projets concrets. Avec d'autres acteurs du secteur privé, la banque veut contribuer à renforcer la qualité de la formation professionnelle dans le domaine des TIC, au développement des qualifications des spécialistes en la matière – compte tenu des besoins de l'économie et des administrations – et à l'accroissement du nombre de personnes intéressées à la profession et d'apprenants. Le but est de créer ces prochaines années environ 3000 nouvelles places d'apprentissage dans l'ensemble de la branche des TIC. Seule l'union des forces permettra toutefois d'assurer le succès durable de celle-ci. Voilà pourquoi il importe d'impliquer activement d'autres acteurs helvétiques importants dans ce projet.

### **Planification à long terme: flexibilité pour permis de séjour**

L'encouragement à la relève à lui seul ne suffit pas à combler le manque de spécialistes. Les emplois TIC ne peuvent continuer à se développer que si nous garantissons l'immigration de professionnels hautement qualifiés dans ce



Photo: m. a. d. / Credit Suisse

*Sans TI, pas de banque:  
Karl Landert, CIO de Credit Suisse*

domaine, en provenance aussi de pays de l'AELE et de pays non-membres de l'UE. Les permis de séjour pour les salariés de ces pays tiers sont toutefois très réduits: pour 2011, le Conseil fédéral a fixé un contingent ne correspondant pas à la demande actuelle de cantons économiquement forts, tels que Zurich. Si l'on considère l'importance de ces postes soumis à contingents pour l'ensemble de l'économie suisse, il est nécessaire, pour en accroître le nombre, d'engager, d'une part, une discussion intercantonale; d'autre part, d'assouplir le processus d'attribution. Il existe actuellement beaucoup trop d'étapes à franchir dans le processus des autorisations et nous constatons, au Credit Suisse, que les autorités sont devenues plus restrictives sur de nombreux points. La pratique en la matière, qui n'est pas toujours compréhensible, compliquée, par exemple, une planification à long terme, ce qui nuit aux TI.

### **Formation des jeunes, soutien aux entreprises**

Encourager les jeunes – également pour les TI – est pour le Credit Suisse une préoccupation majeure. Dans les années à venir, la banque investira plus de 30 millions de francs en programmes de formation afin de soutenir les jeunes dans leur recherche d'une place d'apprentissage en Suisse ainsi que leur intégration dans le marché du travail. La démarche se déroule en collaboration avec des organisations suisses sans but lucratif, spécialisées et reconnues dans ce domaine.

Comme toujours, le Crédit Suisse s'engage en faveur d'un encouragement durable de l'entrepreneuriat en Suisse. L'an dernier, la banque a renforcé son partenariat stratégique avec le Swiss Venture Club (SVC) et créé une plateforme destinée à encourager l'innovation: «SVC – SA pour le capital-risque des PME». Par le biais de cette nouvelle société, le Crédit Suisse met à disposition des PME suisses et des nouvelles entreprises jusqu'à 100 millions de francs au titre du capital-risque. La première année déjà, nous avons pu soutenir quelques sociétés développant des solutions originales dans le domaine des TIC.

### **Une place économique plus forte – à l'avenir aussi**

En tant qu'un des plus gros employeurs de Suisse avec plus de 21 000 collaborateurs, plus de 2 millions de clients privés et 100 000 sociétés, le Crédit Suisse veut donner un signal fort par ses multiples engagements en faveur de la vigueur de la place économique suisse et assurer sa responsabilité aussi bien en qualité d'entreprise que vis-à-vis de la société. Parallèlement, nous voulons, conjointement à l'association faitière, rendre conscient un public plus large de l'importance primordiale de l'informatique pour le développement de l'économie et de la société. Last but not least, nous devons tous – citoyens, milieux politiques et économiques – faire en sorte que la Suisse demeure un lieu dynamique et attrayant, afin que nous puissions, à l'avenir aussi, assurer des emplois et demeurer compétitifs sur le plan international. ■

---

Karl Landert est, depuis 2008, CIO du Credit Suisse. En juin 2009, il a été nommé membre de la direction. Auparavant, il occupait les fonctions de CIO de la division Private Banking et CIO pour l'Europe.